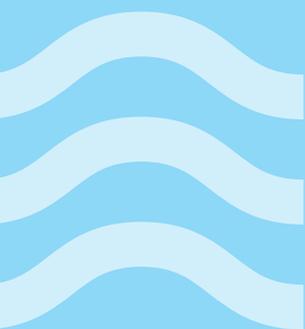




EU SEQUANA 2016

EXERCICE ZONAL DE GESTION DE CRISE
SCÉNARIO DE CRUE MAJEURE





PRÉFACE

Se préparer à la crise est un axe majeur de l'action des pouvoirs publics. Depuis de longues années, l'Etat est engagé dans des démarches de prévention et de préparation à la gestion de crise.

La zone de défense et de sécurité de Paris s'étend sur plus de 12 000 kilomètres, soit huit départements et 1 281 communes. Elle représente 11 740 000 habitants, 28 % du PIB national et 21 % de la population active. Son poids économique, démographique, urbain, ainsi que sa forte attractivité touristique et son statut de région capitale, font de la région Ile-de-France le premier pôle de croissance français.

Le phénomène d'une crue majeure aurait de lourdes conséquences pour l'ensemble de la zone Ile-de-France, non seulement sur les plans humain, économique et matériel mais également en termes de fonctionnement des institutions nationales et des secteurs d'activités d'importance vitale. Il est donc primordial que la culture de crise soit assimilée et prise en compte à tous les niveaux tant par les institutions publiques que par les entreprises privées, dont les interdépendances conditionneront les conséquences de la crise et les délais de retour à la normale. Mais il est également essentiel que les franciliens aient connaissance de cet exercice et à travers lui, renforcent leur culture du risque inondation et leur préparation à cet événement.

Le début de l'année 2016 sera donc marquant pour la Préfecture de police mais aussi pour nombre de ses partenaires, qui ont accepté avec enthousiasme et conviction de participer à un exercice de grande ampleur tel qu'EU SEQUANA 2016.

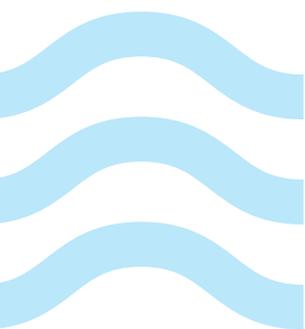
Le nom même de cet exercice met en exergue l'implication de la Communauté Européenne, et verra quatre états (Belgique, Espagne, Italie, République Tchèque) apporter leur concours dans le cadre du mécanisme européen de protection civile (MEPC).

Destiné à renforcer la coordination des acteurs du territoire francilien, EU SEQUANA 2016 doit constituer une étape majeure dans la démarche de résilience de toutes les forces vives de la région capitale.



Michel Cadot

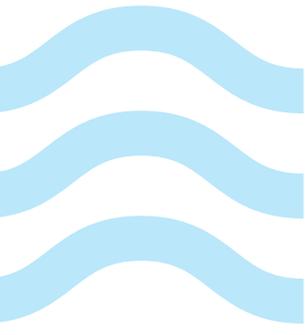




SOMMAIRE

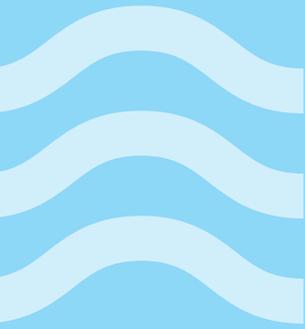
1. PRÉAMBULE	7
2. EU SEQUANA 2016 : LE SCÉNARIO DE L'EXERCICE	13
L'exercice sur table	
• 1 • Phase de mise en ambiance et d'alerte	
• 2 • Le scénario hydrologique	
• 3 • Les objectifs d'EU SEQUANA 2016 en phase de crue	
• 4 • Les objectifs d'EU SEQUANA 2016 en phase de décrue	
3. EU SEQUANA 2016 : les exercices de terrain	23
Le théâtre des manœuvres de terrain et le descriptif des opérations	
• 1 • Les sites	
• 2 • Descriptif des manœuvres	
• 3 • La participation des armées (le déclenchement de la force Neptune)	
4. EU SEQUANA 2016 : LA PLATEFORME COLLABORATIVE.....	31
5. EU SEQUANA 2016 : LE PLAN DE COMMUNICATION.....	35
• 1 • Les enjeux de communication	
• 2 • La stratégie de communication	
• 3 • Les outils de communication	
• 4 • Méthodologie	
6. ANNEXES	43
• 1 • Les partenaires et leurs objectifs	
• 2 • Exemple de cartographie : l'inondation à Créteil	
• 3 • EU SEQUANA 2016 : les sites	
• 4 • Présentation de l'Inhesj	





1. PRÉAMBULE





CONTEXTE ET ENJEUX

La préfecture de Police organise en mars 2016 un exercice de gestion de crise, EU Sequana 2016, simulant une crue majeure en Ile-de-France, sur un financement européen dans le cadre d'un exercice grandeur nature (*full scale exercise, FSX*).

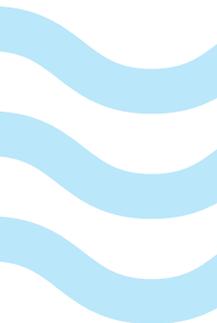
En 1910, une concomitance de la crue de la Seine et de la Marne provoque une crue majeure à Paris et en Ile-de-France, bouleversant la capitale et ses environs. Sur la même région, d'autres phénomènes de ce type mais de moindre ampleur, se sont succédés depuis : pour les plus marquants, 1924, 1982 et 2001. Cette réitération illustre le fait qu'aucune invention ou avancée technologique ne peut réellement protéger la ville capitale de ce type de catastrophe face à un risque naturel.

Depuis une dizaine d'années, le risque de survenance d'une grande inondation en Ile-de-France est devenu une réelle préoccupation pour les acteurs publics et privés. Ce type de phénomène est considéré comme LE risque majeur en Ile-de-France.

La crue, phénomène lent, survient principalement en hiver après des précipitations soutenues et abondantes pendant plusieurs semaines, entraînant une saturation des sols en eau. Les cours d'eau se gonflent, les nappes phréatiques se remplissent, les niveaux montent continuellement. Associés à un gel des sols, ces facteurs entraînent un envahissement général des eaux.

L'infiltration de ces eaux dans les sous sols franciliens perturberait et endommagerait considérablement toutes les infrastructures enterrées et tous les réseaux souterrains. On observerait alors des effets « dominos » tels que l'effondrement du réseau électrique, du réseau téléphonique, l'arrêt du chauffage urbain, de l'approvisionnement en eau potable, des transports métro et RER, etc..

La région parisienne héberge un tiers de l'activité économique française. Il s'agit de la deuxième zone économique d'Europe. Toutes les administrations centrales y sont implantées, ainsi que la plupart des sièges des grandes sociétés. Une crue majeure à Paris pourrait directement ou indirectement toucher près de cinq millions d'habitants et toucher un grand nombre d'activités, avec des répercussions considérables sur les plans humain, économique et social. Près de 850 000 habitants vivent directement en zone inondable. Plus d'un million de personnes sera privé d'électricité lorsque cet évènement surviendra. Cette crue pourrait entraîner une interruption du fonctionnement des institutions, comme



des infrastructures et activités d'importance vitale assurant au quotidien la vie de la région parisienne.

En Europe, d'autres éléments ont contribué à mettre l'accent sur ce risque majeur et ses conséquences : inondations exceptionnelles à Prague en 2002 et à Londres en 2007, événements climatiques aux bilans humains et matériels lourds (Xynthia en 2010, les Balkans en 2014, à nouveau Londres en 2014).

Face à des phénomènes dévastateurs, l'Europe a réagi par l'entrée en vigueur, le 26 novembre 2007, de la directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

Parallèlement, des avancées significatives ont été réalisées pour la zone Ile-de-France. Une stratégie locale, déclinant la Directive Européenne et la Loi d'application, a donné lieu à la mise en place d'une gouvernance du risque inondation, co-pilotée par le Préfet de Région et le Préfet de Police. Ces travaux d'envergure débutés en 2013 aboutiront vers la fin 2016. En lien avec cette stratégie locale, les grands opérateurs de réseaux ont été associés aux travaux destinés à aboutir à la signature d'une déclaration d'intention, afin de partager les données et de travailler tous ensemble sur les vulnérabilités et les interdépendances existant entre les grands réseaux franciliens. Cette action est pilotée par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie et le Secrétariat Général de la Zone de Défense et de Sécurité - préfecture de Police (SGZDS-PP)

Enfin, début 2014, une étude de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), sur la prévention de ce type de risque en Ile-de-France, a évalué l'impact qu'une inondation majeure (telle que celle survenue en 1910) pour le bien-être des citoyens, le fonctionnement de la métropole et l'économie. Ce rapport estime le coût des dégâts causés par une crue centennale à 30 milliards d'euros, dans un environnement très différent de celui existant au début du XX^e siècle.

Face à un phénomène dévastateur et fortement anxiogène, la préfecture de Police se devait d'agir avec force, au regard des répercussions probables sur les populations, l'organisation de la société et l'économie. Se préparer à gérer une crue exceptionnelle est un défi hors norme. L'exercice EU SEQUANA 2016 s'inscrit dans la suite logique des actions engagées pour la zone Ile-de-France, et constitue l'occasion de faire le point sur les travaux entrepris.

UN EXERCICE SANS PRÉCÉDENT

Cet exercice se déroulera du 7 au 18 mars 2016, le week-end des 12 et 13 mars étant consacré à des opérations de terrain qui verront notamment l'engagement de forces de sécurité civile et des forces militaires. Le reste de l'exercice déroulera sur table dans les cellules de crise des partenaires.

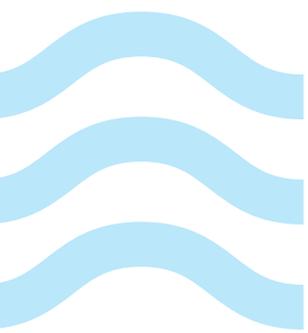
Plus de 130 partenaires publics et privés ont manifesté leur intention de participer à cet événement et seront inclus dans le scénario (Cf. *annexe n°1- Partenaires et objectifs*). Une plateforme numérique collaborative est mise à disposition par l'entreprise Orange afin de faciliter le partage de données et le travail de construction du scénario, dont l'élaboration est réalisée conjointement entre le bureau exercices du SGZDS-PP et le département Risques et Crises de l'Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice.

Transports, communications, santé, grande consommation, secteur bancaire, sécurité publique, justice, ... Autant de secteurs d'activités qui joueront leur rôle dans leur domaine en testant, pour certains, leur plan de continuité d'activité, mais également la cohérence de ces dispositifs et les interactions entre secteurs. Des municipalités, des préfectures, des ministères, les directions de la Préfecture de police participeront également à EU SEQUANA 2016.

Cet exercice vise donc à éprouver la capacité de tous ces acteurs à gérer une crue majeure de la Seine, à coordonner les actions de l'ensemble des intervenants au plan zonal et à évaluer la pertinence et améliorer les plans des services et opérateurs concernés. Le Secrétariat Général de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris, pilote de ce projet, pourra ainsi avoir une vue d'ensemble de la coordination globale de la planification en cas de crue majeure.

EU SEQUANA 2016 doit permettre d'améliorer la capacité de réponse des services de la sécurité civile mais également d'éprouver la coopération civilo militaire par l'emploi de la Force Neptune. Une partie des 10 000 hommes prévus par le contrat opérationnel des armées sera engagée pour la première fois en exercice réel sur le terrain les 12 et 13 mars 2016.

Enfin, cet exercice sera l'occasion de mesurer l'impact de l'information délivrée aux franciliens afin d'obtenir une prise de conscience du rôle majeur du citoyen aux côtés des pouvoirs publics et des acteurs de la gestion de crise (loi de modernisation de la sécurité civile - 2004).



L'IMPLICATION DE L'EUROPE

Une inondation de cette ampleur entraînerait un dépassement des capacités zonales et nationales en moyens matériels et humains. L'exercice verra donc la mise en œuvre du mécanisme européen de protection civile (MEPC). La Préfecture de Police aura le privilège de bénéficier de la participation de moyens de sécurité civile de quatre États : la Belgique, l'Espagne, l'Italie et la République Tchèque. Des modules de sécurité civile de ces quatre États interviendront sur les exercices de terrain répartis sur différents sites en d'Ile-de-France.

La Commission Européenne a accueilli favorablement le projet EU SEQUANA 2016 dans le cadre du programme ECHO (service d'aide humanitaire et de protection civile de la commission européenne), une subvention de 739 000 euros a été accordée pour la prise en charge d'une partie des opérations. Elle suit étape par étape la construction de cet exercice, en liaison avec la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC - Ministère de l'Intérieur).

Durant le week-end du 12 et 13 mars 2016, consacré aux manœuvres terrain, le SGZDS accueillera des représentants de la Commission Européenne, mais également les observateurs de 26 États qui assisteront aux démonstrations opérationnelles selon un circuit prédéfini. Il n'est pas exclu que de hauts représentants de la Commission européenne souhaitent se déplacer à Paris pour assister à ces opérations.

Pour finir, il sera essentiel, pour la Commission Européenne, de tirer les enseignements de cet exercice afin d'identifier les pistes d'amélioration de la réponse de l'Europe en cas d'inondation majeure. Les observateurs des 26 États pourront être chargés d'émettre leurs recommandations par le biais d'un rapport s'ajoutant à celui de l'équipe dédiée à l'évaluation de l'exercice. L'équipe RETEX (retour d'expérience) de l'exercice élaborera un rapport basé sur le retour d'expérience global, afin de mettre en œuvre les préconisations dégagées des observations effectuées au cours de EU SEQUANA 2016. Il sera bien sûr primordial de tirer les leçons de cet exercice sur le plan de l'organisation et de la coordination des partenaires publics et privés au niveau zonal.

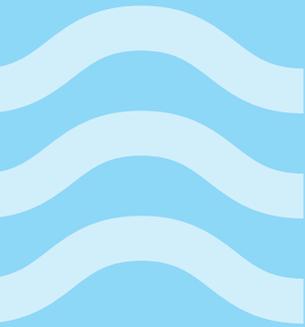
2.

EU SEQUANA

2016

LE SCENARIO DE L'EXERCICE





L'EXERCICE SUR TABLE

Le scénario global de l'exercice EU SEQUANA 2016 s'organise en plusieurs parties. Un cycle initial d'exercices sur table (ou exercices cadre) est organisé en première semaine durant cinq jours (lundi 7 au vendredi 11 mars 2016). Cette séquence est suivie d'opérations de terrain sur différents sites en Ile-de-France durant le week-end du 12 et 13 mars 2016. Enfin, à partir du mardi 14 mars 2016 et jusqu'au vendredi 17 mars, une nouvelle phase d'exercices sur table s'enchaîne.

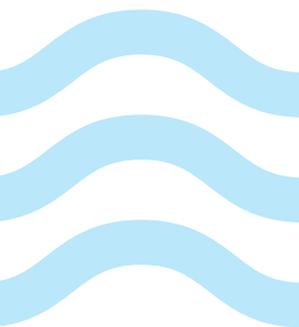
L'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), à travers son Département Risques et crises, a été retenu en janvier 2015 comme prestataire unique pour accompagner la zone de défense et de sécurité dans l'écriture et l'animation de cet exercice. Afin d'organiser les interactions entre l'ensemble des participants, une méthodologie de création de scénario spécifique a été créée pour cet exercice de gestion de crise européen.

1 PHASE DE MISE EN AMBIANCE ET D'ALERTE

Un des objectifs principaux est de fédérer le plus grand nombre d'acteurs économiques et institutionnels en Ile-de-France. Il est donc indispensable de concevoir une situation de crise susceptible de les mobiliser. Dans cette perspective, le phénomène hydrologique, base de l'architecture du scénario, a lui-même été modélisé en utilisant les courbes des crues historiques survenues en Île-de-France, en les combinant de manière à satisfaire aux objectifs de l'exercice EU SEQUANA 2016.

Au cours d'une phase de mise en ambiance précédant le début d'exercice (DEBEX), le 7 mars 2016, les événements météorologiques générateurs de l'inondation et leur évolution seront décrits et consignés dans des bulletins de situation. Leur diffusion auprès de tous les partenaires participant à l'exercice EU SEQUANA 2016 accordera le réalisme voulu à cette phase d'alerte. Les services de Météo France procéderont à la rédaction de bulletins météorologiques de vigilance quotidiens. Le recours à la connaissance et aux compétences spécifiques de ce service est nécessaire pour créer la simulation des conditions climatiques propres à générer le scénario hydrologique conçu par le Service de Prévision des Crues Seine Moyenne-Yonne-Loing (SPC SMYL).





La situation climatique imaginée associe successivement l'arrivée d'un front froid stationnaire avec des températures négatives sur l'ensemble des bassins versants de l'Yonne, de la Marne et de la Seine, à des précipitations cumulées et intenses. Les répercussions sur les débits fluviaux s'observent dès la dernière semaine du mois de février 2016. La Seine et ses affluents, la Marne et l'Yonne, récupèrent les fortes quantités d'eau de ruissellement que les sols saturés et gelés ne peuvent absorber. La hauteur des cours d'eau s'élève de 50 centimètres quotidiennement. Les prévisionnistes confirment la tendance à l'aggravation pour la période du 7 au 12 mars 2016.

La diffusion, auprès de tous les partenaires de l'exercice, des bulletins météorologiques d'alerte, débutera 15 jours avant le début de l'exercice.

Durant les derniers jours de la phase d'alerte, le SPC SMYL émettra les bulletins annonçant les premiers effets de la situation climatique sur les débits surveillés sur un site Vigicrue spécialement dédié à l'exercice. Le relevé des hauteurs d'eau associées figurera également sur ces documents. Le SPC SMYL ajoutera des informations décrivant l'évolution prévue pour les 72 heures à venir sur son territoire de compétence.

La diffusion des bulletins décrivant la situation climatique et hydrologique assortie des indices prévisionnels d'aggravation, permettra aux acteurs institutionnels et économiques de mettre en œuvre les mesures anticipées nécessaires.

Le centre opérationnel de gestion interministériel de crise (COGIC - Ministère de l'Intérieur) et le centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC - Union européenne) seront également informés de la situation. Cette période constituera la phase préparatoire du déclenchement du mécanisme européen de protection civile (MEPC).

Les derniers jours de la phase d'alerte introduiront la simulation des premières actions planifiées par les opérateurs publics et privés. Celles-ci sont à mettre en œuvre à l'annonce d'une crue de grande ampleur :

- la mobilisation des services opérationnels de l'État ;
- le déclenchement de certains plans ;
- le passage en seuil de vigilance déterminé dans différents plans d'opérateurs économiques ou institutionnels ;
- les premières mesures fictives de fermeture de voies de circulation sur berges à Paris et l'interruption du trafic fluvial.

2 LE SCÉNARIO HYDROLOGIQUE

L'élaboration du scénario hydrologique, schéma directeur naturel de l'exercice, a été confiée au SPC SMYL. Le scénario de crue de l'exercice EU SEQUANA est construit sur le canevas suivant :

Durant la première semaine (du 7 au 11 mars 2016), conformément aux prévisions annoncées, la montée des eaux de la Marne, de la Seine et de l'Yonne se poursuit à la hausse en passant du rythme journalier de 50 centimètres à 1 mètre. Le débordement des cours d'eau entraîne une inondation généralisée sur le territoire francilien. Le phénomène observé est celui d'une crue majeure. Dès le premier jour d'exercice, les départements situés en amont de Paris subissent déjà les premières conséquences de la crue. Le scénario de SEQUANA n'atteindra toutefois pas le niveau du scénario régional R 1.15 et ne prévoit pas la montée des eaux de l'Oise.

À Paris Austerlitz, la cote de 8,13 mètres est dépassée au cours du week-end des 12 et 13 mars 2016.

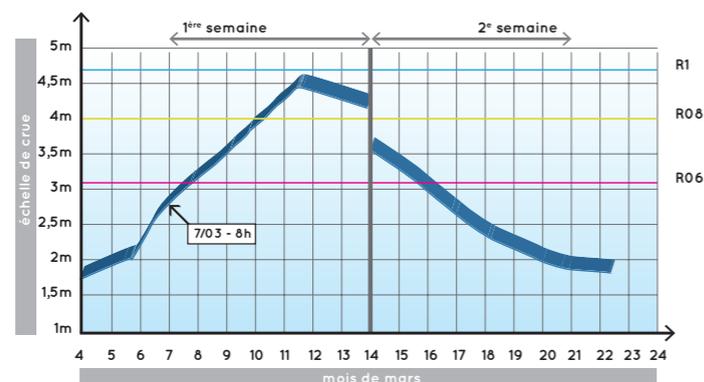
Durant la journée du lundi 14 mars 2016, une pause dans le jeu est observée. Par convention d'exercice, au cours de cette journée, un saut de plusieurs jours dans la chronologie du scénario hydrologique est effectué. Cette césure permet d'entrer en phase avancée de retrait des eaux et, permet d'entamer le cycle des mesures de rétablissement de divers réseaux et la remise en fonctionnement des installations pour assurer un retour progressif à la normale.

Du mardi 15 au vendredi 18 mars 2016, le scénario dédié à la période de décrue crée les conditions de l'après crise, jusqu'ici peu jouée en exercice, et particulièrement pertinente pour certains opérateurs.

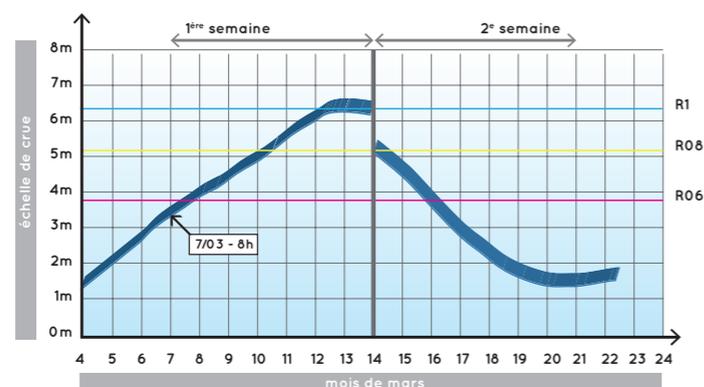


Les graphiques présentés ci-après concernent trois d'entre elles :

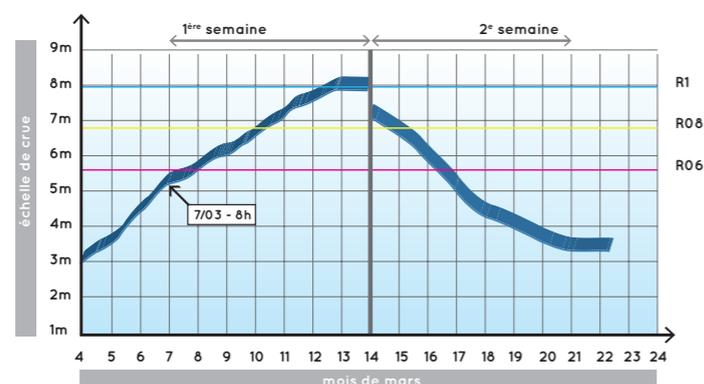
TRONÇON SEINE MOYENNE : STATION DE MONTEREAU



TRONÇON MARNE AVAL : STATION DE CRÉTEIL



TRONÇON SEINE PARIS : STATION DE PARIS AUSTERLITZ

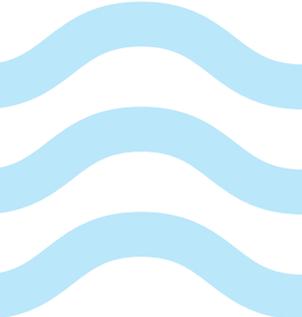


Des représentations cartographiques de l'évolution du scénario hydrologique sont également fournies par le SPC SMYL selon les nouvelles modélisations cartographiques du risque inondation ZIP (Zones inondées potentielles) ZICH (Zones iso classes hauteurs). Élaborées par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE), ces nouvelles cartes répondent aux exigences imposées par la directive européenne du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation (*Transposée en droit français, cette directive a été mise en oeuvre par étapes. L'application des instructions de la circulaire du 16 juillet 2012 émise par la Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie a abouti à l'élaboration actuelle des cartes des surfaces inondables et dont la réalisation répond à l'objectif de mieux connaître l'exposition des enjeux aux inondations*).

Ces nouveaux outils complètent la cartographie utilisée antérieurement et qui définissait les zones inondées potentielles, en apportant l'information supplémentaire de la hauteur prévisible par classe de hauteur de 50 centimètres. Le phénomène hydrologique est ainsi modélisé de manière plus réaliste et précise. (Cf. annexe n°2 – Exemple de cartographie ZIP ZICH : Créteil – 7^e journée d'exercice).

L'exercice EU SEQUANA 2016 est l'occasion de mettre à profit l'exploitation de ces nouvelles projections.

Parmi les opérateurs de réseaux dits "structurants" apportant leur contribution dans le cadrage du scénario de base de l'exercice, ERDF apporte un appui actif en mettant à disposition un jeu cartographique élaboré spécifiquement pour l'exercice. Les fortes interdépendances existant entre le fournisseur d'énergie électrique et d'autres opérateurs économiques et sociaux rendent indispensable la composition de ces documents qui mettent ainsi en relief les zones de rupture progressive d'approvisionnement en électricité. En effet, l'exposition aux effets directs de la crue ainsi que les coupures ou démontages préventifs de matériels sensibles opérés par la société de distribution ERDF, sont susceptibles de priver d'électricité environ 1,5 million d'abonnés en région francilienne. L'outil cartographique sera mis à profit pour de nombreux opérateurs qui seront ainsi en mesure de mettre en œuvre des mesures d'anticipation, de décliner les plans à déclencher, d'indiquer quelles répercussions seront causées par les dysfonctionnements identifiés et de déterminer les altérations des conditions de vie subies par la population.



3 LES OBJECTIFS D'EU SEQUANA 2016 EN PHASE DE CRUE

Les objectifs de l'exercice EU SEQUANA 2016 se déclinent en trois catégories : principaux et complémentaires pour la zone de défense et de sécurité de Paris (SGZDS-PP), et spécifiques pour les partenaires.

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DU SGZDS

- tester la capacité des acteurs à gérer une crue majeure de la Seine ;
- coordonner la réponse de l'ensemble des acteurs au plan zonal ;
- éprouver la coopération civilo-militaire ;
- évaluer la pertinence des plans des services et opérateurs concernés ;
- mesurer la portée de l'information délivrée aux Franciliens.

LES OBJECTIFS COMPLÉMENTAIRES DU SGZDS

La réalisation de cet exercice sera également l'occasion de tester :

- la complémentarité des capacités nationales et des renforts européens et la capacité d'accueil des modules européens en cas de crise ;
- l'interopérabilité des moyens humains et techniques par l'emploi des différents spécialistes (nautiques, subaquatiques, pontage, lutte contre la pollution, cynotech- niques, risques technologiques, soutien logistique, énergie, éclairage, nettoyage, pompage de grande capacité) et la complémentarité des renforts européens ;
- la cohérence des procédures opérationnelles et les remontées d'information vers les autorités publiques.

LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DES PARTENAIRES DANS LA GESTION DE CRISE

Les partenaires de l'exercice ont les objectifs identifiés suivants :

- s'inscrire dans la gestion globale de l'événement et dans la coordination de la conduite globale des opérations ;
- éprouver la capacité de réaction du personnel chargé de la sécurité des biens et des personnes pour chaque partenaire public et privé ;
- tester les procédures opérationnelles internes et la remontée d'information vers les autorités publiques en prenant en compte le contexte européen ;
- tester les plans de continuité d'activité (PCA) ;
- développer la culture du risque et la culture de crise.

4 LES OBJECTIFS D'EU SEQUANA 2016 EN PHASE DE DÉCRUE

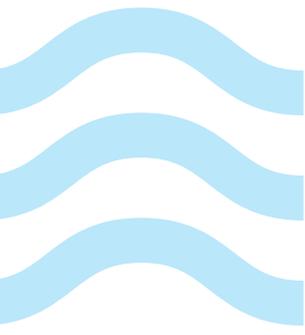
Après la journée de pause dans l'exercice fixée au lundi 14 mars 2016, les opérateurs partenaires de l'exercice inscriront leurs actions dans le cadre du retour à la normale pendant la décrue.

Durant cette séquence, les enjeux prioritaires évalués par les acteurs des secteurs d'activités essentielles et nécessitant un retour rapide à la normale sont mis en exergue. La deuxième semaine de l'exercice offre donc l'occasion de développer la résilience des réseaux face aux conséquences matérielles, fonctionnelles et structurelles subies par les installations à la suite d'une inondation majeure. La période de retrait des eaux est longue et la remise en état des installations s'inscrit également dans la durée pour de nombreux de réseaux.

Certaines problématiques exigeront des opérations spécifiques (pompage des sous-sols, dépollution des eaux, évacuation et dépollution des déchets contaminés par les eaux, vérification des installations électriques, etc.).

De plus, lors du retrait des eaux des sous-sols, des incertitudes porteront sur la résistance des infrastructures et de la voirie (vérification des fondations avant le retour des habitants, la question des autorisations de circulation est à prévoir).

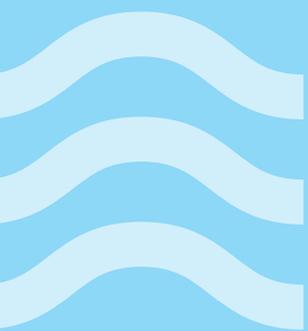
Il se peut également que le nombre d'animaux errants augmente considérablement du fait de la crue. En outre, il faut s'attendre à la remontée de rats en surface et à la multiplication des maladies animales.



3.

EU SEQUANA 2016 LES EXERCICES DE TERRAIN





LES SITES ET LE DESCRIPTIF DES OPÉRATIONS

1 LES SITES

En situation réelle, une forte sollicitation des moyens zonaux (les Services d'Incendie et de Secours d'Ile-de-France joueront sur le terrain) puis nationaux sera nécessaire. L'exercice prévoyant le dépassement des capacités nationales, la France fera appel durant cet exercice à des renforts européens qui seront mobilisés sur les opérations se déroulant les 12 et 13 mars 2016. Les sites ciblés sont le canal Saint Denis, le bassin de la Villette (75), la zone humide à proximité du Stade de France (93), le port de Gennevilliers (92), la plage bleue de Valenton (94), le port de Limay (78) et le camp de gendarmerie de Beynes (Cf. annexe n°3 – Présentation cartographique des sites d'exercice).

Les quatre pays européens participant à ces opérations (Belgique, Espagne, Italie et République Tchèque) fourniront une centaine de personnes dits « modules européens ».

2 LE DESCRIPTIF DES MANOEUVRES

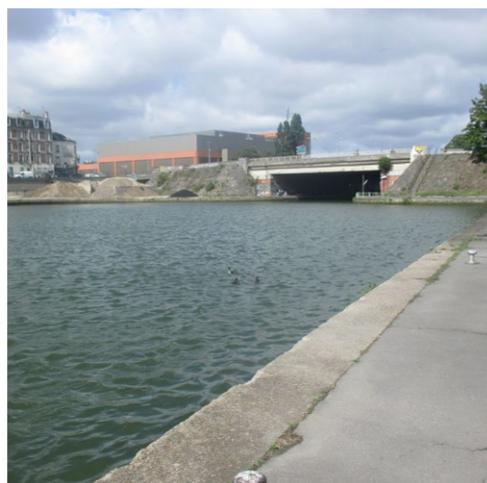


VALENTON (94) **Parc départemental de la plage bleue**

samedi 12 mars 2016 de 8h à 14h

- Évacuation d'une maison de retraite par hélicoptères et embarcations
- Évacuation d'îlots par moyens hélicoptérés et embarcations
- Recherches de personnes disparues au moyen d'équipes cynotechniques
- Installation d'une unité de traitement de l'eau
- Installation d'un camp et d'un Poste Médical Avancé





SAINT DENIS (93) Canal Saint-Denis

samedi 12 mars 2016 de 8h à 16h

- Épuisement aux deux tiers du canal Saint-Denis

dimanche 13 mars 2016 de 8h à 10h

- Recherches de personnes bloquées dans leur véhicule immergé ou semi immergé
- Évacuation par hélitreuillage



LIMAY (78) Port de Limay

samedi 12 mars 2016 de 13h à 19h

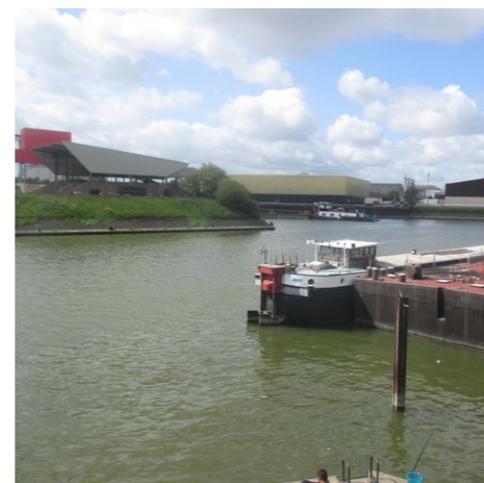
- Opérations de dépollution (récupération de polluants fictifs) et opération NRBC



BEYNES (78) Camp de gendarmerie

samedi 12 mars 2016 de 14h à 23h

- Sauvetage sur un site d'éboulement avec recherches cynotechniques et opérations de reconnaissance sur site par moyen héliportés avec caméra jour/nuit
- Hélitreuillages



GENNEVILLIERS (92) Port autonome

samedi 12 mars 2016 de 14h à 23 h

- Sauvetage sur site d'éboulement avec hélitreuillage

dimanche 13 mars 2016 de 8h à 14h

- Récupération à terre et en darse de polluants fictifs



PARIS Bassin de la Villette

dimanche 13 mars 2016 de 15h à 17h

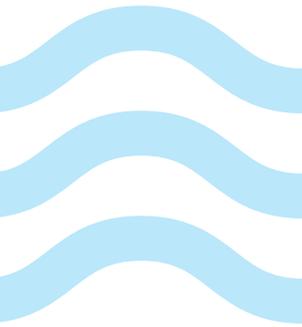
- Sauvetage d'une péniche accidentée
- Sauvetage par moyens 3D et nautiques de personnes en surface
- Recherches cynotechniques
- Barrage anti-pollution



PARIS Champ-de-Mars

dimanche 13 mars 2016 de 14h à 19h

- Site d'information grand public avec démonstrations, ateliers prévention, exhibitions de matériels opérationnels et points d'information des partenaires.



3 LA PARTICIPATION DES ARMÉES (LE DÉCLENCHEMENT DE LA FORCE NEPTUNE)

Pour les besoins de l'exercice EU SEQUANA 2016, une partie de la Force Neptune sera pour la première fois déployée sur le terrain en fonction des événements et de l'engagement des forces armées sur des missions prioritaires. L'enjeu de EU SEQUANA 2016 est de déterminer le rôle et l'emploi de cette force en cas d'inondation majeure, dans le cadre de l'Instruction Interministérielle relative à l'engagement des armées sur le territoire national en cas de crise majeure (Instruction 10100 du 3 mai 2010) et du plan « Crue de la Seine – Participation des armées » dit « plan NEPTUNE ».

Le plan NEPTUNE décrit l'engagement des armées en soutien de l'État dans le cadre du plan zonal de secours aux opérations, désigné sous l'appellation « dispositif ORSEC, disposition spécifique inondation » réalisé par le SGZDS.

En situation réelle, cette planification envisage l'engagement d'une force de 10.000 hommes pour une durée de crise présumée évaluée à quatre mois.

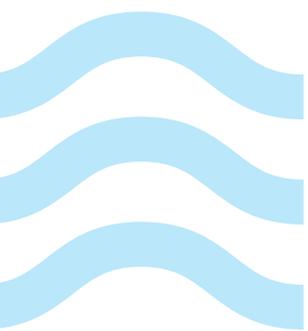
L'idée de manœuvre sur laquelle se fonde le déclenchement du plan NEPTUNE repose en premier lieu sur les connaissances prévisionnistes actuelles permettant des analyses prospectives de la situation météorologique et hydrologique relativement fiables à 7 jours de l'événement (J-7). La certitude d'une crue dite centennale est établie 96 heures avant que l'eau n'atteigne, le jour « J », 5, 50 mètres au pont d'Austerlitz.

À cette période d'alerte (J-7) correspond la phase préliminaire de désignation et de préparation des unités qui seront engagées dans le cadre du plan NEPTUNE.

La phase de déploiement des forces se situe entre les quatre jours précédant l'approche de l'inondation et la journée suivant l'arrivée de la crue. L'ordre d'alerte est donné par le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), après décision du Président de la République ou du Premier ministre prise sur proposition du centre interministériel de crise (CIC).

Les travaux d'écriture du scénario complet contribueront à déterminer les missions qui pourraient être confiées aux armées en complément des forces de sécurité civile et de sécurité intérieure. A ce titre, le scénario dégage les actions d'appui, de sécurisation et de soutien à mener sur le terrain auxquelles les forces armées apporteront leur concours aussi bien en phase de montée des eaux qu'en phase de décrue.



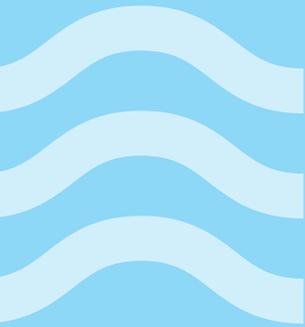


4.

EU SEQUANA
2016

LA PLATEFORME
COLLABORATIVE





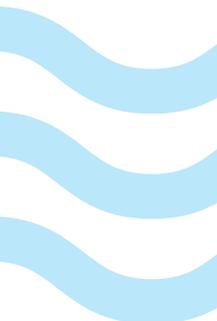
UN OUTIL INDISPENSABLE

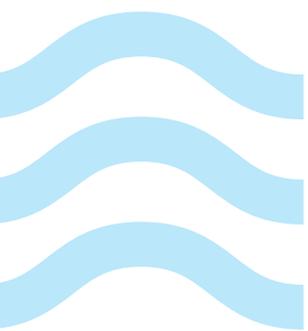
Face à l'ampleur de l'événement EU SEQUANA 2016 et au vu des 140 partenaires associés à cet exercice, il est nécessaire de disposer d'un outil facilitant le montage de l'exercice, les échanges au quotidien entre organisateurs, opérateurs privés et publics, et les partenaires européens.

À cet effet, un véritable réseau social d'entreprise sous la forme d'une plateforme collaborative sécurisée répondant aux critères de sécurité de tous a été mis en place, tout en permettant aux partenaires privés d'accéder à un espace habituellement restreint aux partenaires publics.

Les outils usuels ne permettant pas de satisfaire à ces besoins, la société Orange, joueur de l'exercice (mais également contributeur de PLOUF75) a accepté d'héberger gracieusement cette plateforme dans le cadre d'une convention de partenariat signée avec la préfecture de Police, dont le développement et l'administration quotidienne dépendent du service de la communication de la préfecture de Police.

C'est la première fois qu'une expérience de plateforme hébergée par un partenaire privé est menée au sein de la préfecture de Police. Depuis le 1^{er} septembre, les représentants de chaque partenaire, en charge de l'exercice ou de la communication, ont accès à cette plateforme et aux espaces qui leur sont réservés. Ils peuvent échanger des messages, des documents plus simplement que par mail, avec d'avantage de rapidité et d'interactions dans les échanges donc plus d'efficacité et de transparence sur l'avancée des différents travaux au sein des groupes de travail.



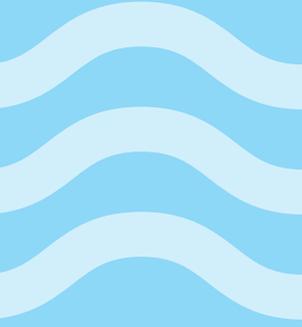


5.

EU SEQUANA 2016

LE PLAN DE COMMUNICATION





LES ENJEUX DE COMMUNICATION

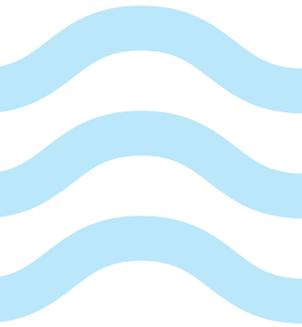
L'exercice EU SEQUANA 2016 est une opportunité unique de communiquer auprès de la population sur un sujet pour lequel il est encore difficile de mobiliser l'attention des franciliens et des médias. Afin que cette communication gagne en efficacité et contribue à l'émergence d'une culture du risque en Ile-de-France, il est indispensable d'associer nos partenaires publics et privés à notre plan de communication. Cela aura pour conséquence de démultiplier le flux d'informations tout en relayant et valorisant nos actions de communication sur cet exercice.

La réussite de cet exercice ambitieux ne repose donc pas uniquement sur les démonstrations de terrain mais sur un plan de communication global et engagé, qui mobilisera chaque partenaire de la crise, y compris le citoyen qui demeure l'acteur principal de toute gestion de crise.

LE MESSAGE CLÉ

La crue est un phénomène naturel pour lequel l'État et les partenaires se préparent. Cependant les perturbations engendrées sont telles qu'elles nécessitent une préparation et une prise de conscience de tous. Anticiper pour être mieux préparé !

- **SENSIBILISER LE GRAND PUBLIC ET FAIRE ÉMERGER UNE CULTURE DU RISQUE** en focalisant l'attention sur le phénomène naturel de la crue.
- **MOBILISER LES AGENTS ET SALARIÉS DE TOUS LES PARTENAIRES** publics et privés par le biais de leur communication interne. À travers les exercices sur les plans de continuité d'activité (PCA) de leur employeur, ils prendront connaissance du phénomène et pourront anticiper en s'y préparant tant sur le plan professionnel que privé.
- **PLANIFIER LA COMMUNICATION ZONALE DE CRISE** par un travail réalisé en amont de l'exercice avec tous les communicants des partenaires joueurs.



LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION

LES CIBLES

- le grand public / les médias ;
- les agents et salariés des 140 partenaires publics et privés ;
- les collectivités locales ;
- les pays membres de l'Union Européenne et les observateurs.

LES OBJECTIFS

- améliorer la visibilité de la préfecture de Police auprès du grand public dans son rôle de coordination et d'institution de référence en temps de crise
- faire connaître la planification, le rôle joué par chaque joueur dans la gestion de crise et l'interconnexion des réseaux en cas de crue
- promouvoir le savoir faire des partenaires privés et publics
- responsabiliser le citoyen
- faire participer les élus investis dans les forums urbains de résilience

L'OBJECTIF

Travailler ensemble sur une stratégie globale de communication dont la préfecture de Police est coordonnateur en permettant une meilleure lisibilité de la gestion d'une inondation majeure en Ile-de-France et en valorisant l'action de tous les partenaires.

LE POSITIONNEMENT

« ANTICIPER POUR ÊTRE MIEUX PRÉPARÉ »

L'AXE DE COMMUNICATION

Pour intéresser le plus large public possible, la communication devra être dynamique et attrayante, illustrée par des actions de communication pragmatiques, pratiques et adaptées au public ciblé.

LES OUTILS DE COMMUNICATION

Afin de démultiplier notre action et ses vecteurs, une grande partie de la communication se fera à travers les partenaires, c'est-à-dire via leur propre plan de communication, leurs propres outils et le message qu'ils souhaitent faire passer, avec l'appui et la coordination de la Préfecture de police. Chacun relayera le travail des autres tout en suivant une ligne directrice définie par la préfecture de Police.

EXEMPLE *Le logo EU Sequana 2016, sous ses formats classique ou « jeune », sera présent sur les visuels créés par nos partenaires. Il permettra ainsi d'uniformiser le message et les visuels de l'exercice.*

COMMUNICATION EN AMONT DE L'EXERCICE (DEPUIS JUIN 2015)

COMMUNICATION DIGITALE

- Site internet www.eusequana2016.fr, créé et animé par le département Internet et multimédia du service de la communication de la préfecture de Police.
- Réseaux sociaux via Facebook et Twitter : principaux relais puisque ce sont les réseaux sociaux pour lesquels la préfecture de Police compte le plus d'abonnés.

COMMUNICATION ÉVÉNEMENTIELLE

- Campagne d'affichage dans les transports en commun, en collaboration avec la RATP dans certaines stations de métro, RER et dans les bus.

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

- Campagne Média, en profitant du contexte de COP21.
- Campagne d'affichage dans les villes, promouvant l'action et la préparation de chaque commune dans le cadre de l'exercice EU Sequana 2016 et en lien avec les forums urbains de résilience (voir infra).
- Communication interne, chez chacun de nos 140 partenaires, pour accroître la culture du risque chez leurs collaborateurs.
- Film 3D réalisé par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU) sur la crue en Île-de-France.



COMMUNICATION PENDANT L'EXERCICE (DU 8 AU 18 MARS 2016)

COMMUNICATION DIGITALE

- Site internet www.eusequana2016.
- Réseaux sociaux via Facebook et Twitter.

COMMUNICATION EVÉNEMENTIELLE

- Forums de résilience urbaine, organisés par les communes volontaires, avec le soutien de la DRIEE-PRIF, de EPTB, de CEPRI et valorisant le travail effectué au niveau local, les bonnes pratiques, les solutions innovantes et l'engagement des élus à travers des actions de communication concrètes répondant à des questions pratiques.
- Simulations, pour faire mesurer aux franciliens l'impact de la crue dans leur vie quotidienne et notamment dans leurs déplacements, leur travail, leurs courses...

EXEMPLE Filtrage de circulation sur les ponts de Paris avec rétrécissement des voies de circulation, dispositif visuel (panneaux clignotants) pour permettre la distribution de flyers d'information et affichage aux extrémités des ponts pour informer la population sur leur fermeture en cas d'inondation et sur les voies à emprunter.

- Sites d'actions opérationnelles (Canal de la Villette, Saint Denis, Gennevilliers Port, la plage Bleue de Valenton, Beynes et Limay) qui accueilleront un dispositif d'information pour le grand public, les joueurs européens, les observateurs étrangers et les visites protocolaires durant le week-end du 12 et 13 mars 2016.
- 7^e site organisé sur le Champs de Mars avec l'accord de la Ville de Paris le dimanche 13 mars 2016, avec des démonstrations nautiques pour attirer le public sur le dispositif d'information situé place Foch.

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

- Médias, via les relations presse et les partenaires (France 3 IDF, Radio France / France Bleu). Et en proposant un circuit à la presse.
- Campagne interne au sein de chaque opérateur partenaire qui pourra profiter de ces 15 jours de jeu et de la phase l'impliquant plus particulièrement pour développer une action de communication spécifique.

EXEMPLE La préfecture de Police organisera une exposition de photos sur les grilles extérieures de la Préfecture tout en relayant durant les 15 jours l'action du personnel. Elle organisera également une exposition ouverte au personnel en salle des 167, relayée sur l'intranet.

COMMUNICATION APRÈS L'EXERCICE

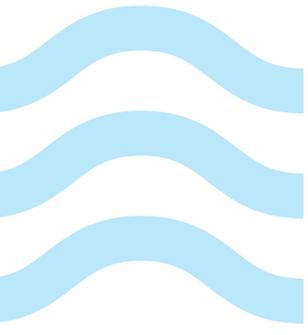
- Livre collaboratif RETEX : proposé à la Documentation Française, ce livre regroupera les expériences de tous les joueurs partenaires souhaitant témoigner de leur expérience.
- Rapport Layman : un rapport détaillé sur l'exercice, son organisation, son déroulé devra être rédigé, transmis à la Commission européenne et rendu public.
- Évaluation de l'impact de l'exercice EU Sequana 2016, qualitative (impact médiatique, impact sur les internautes, retour d'expérience des franciliens et retour d'expérience des partenaires de l'exercice) et quantitative.

MÉTHODOLOGIE

Grâce à la plateforme collaborative, la direction du projet « Communication EU Sequana 2016 » coordonnera le travail des communicants des 137 partenaires.

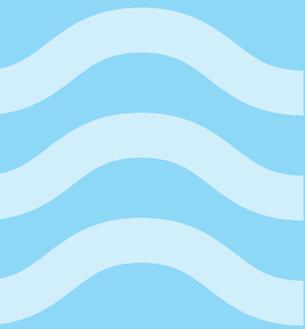
Ces derniers participeront à différents groupes de travail, pilotés par la préfecture de Police :

- GT Master Communication
- GT Résilience
- GT Évènementiel
- GT Média
- GT Multimédia



6. ANNEXES

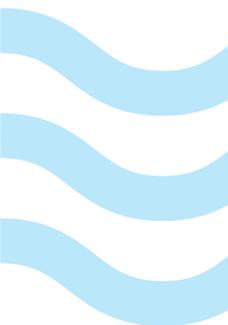




LES PARTENAIRES ET LEURS OBJECTIFS

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

PARTENAIRES PUBLICS	OBJECTIFS
 <p>Académie de Paris</p>	<ul style="list-style-type: none">• Tester la capacité à assurer la continuité du service public d'enseignement dans un mode dégradé.• Tester la chaîne d'alerte, la mise en œuvre de la cellule de crise, la capacité des établissements scolaires à assurer la continuité du service et s'intégrer dans un dispositif d'appui mutuel.
 <p>Académie de Versailles</p>	<ul style="list-style-type: none">• Tester la mise en place et l'opérationnalité des cellules de crise Rectorat et DSDEN (personnes et matériel) et la coordination/communication entre les différents acteurs concernés.• Sensibiliser tous les élèves de l'académie au risque de crue majeure de la Seine et inciter les chefs d'établissement à concevoir un plan de continuité d'activité.• Concevoir un plan de continuité d'activité académique en cas de crue majeure de la Seine.
 <p>Assistance Publique Hôpitaux de Paris</p>	<ul style="list-style-type: none">• Tester les chaînes de commandement en général au sein de l'institution et les liens avec les partenaires.• Travailler sur l'approvisionnement en médicaments à partir de la pharmacie centrale, site de Nanterre, Directement impacté par la montée des eaux• Travailler sur un site hospitalier en particulier et analyser la gestion d'une évacuation de malades.
 <p>Agence Régionale de Santé Ile-de-France</p>	<ul style="list-style-type: none">• Continuité d'activité de l'Agence• Identification des impacts sur l'Agence et les établissements (ES et EMS)• Identification et remontée d'information des ES vers ARS et SAMU concernant leurs besoins en évacuation.
 <p>Banque de France</p>	<ul style="list-style-type: none">• Évaluer la capacité de la Place financière de Paris à réagir collectivement.• Instaurer une relation étroite avec les services de l'État, notamment en ce qui concerne la capacité du secteur financier à fournir des services essentiels à l'économie réelle dans le cas d'une crise (approvisionnement fiduciaire en particulier).• Mesurer en temps de crise les capacités de coordination du secteur financier avec d'autres secteurs fournissant des services essentiels à ses missions (télécommunication, énergie...).
 <p>Bureau de recherches géologique et minière</p>	<ul style="list-style-type: none">• Tester les capacités du BRGM à un appui à la gestion de crise via l'activation de sa Cellule de Crise interne (CC-BRGM).• Évaluer l'activation de la CC-BRGM (délais d'activation, composition, adaptation à la durée de l'exercice).• Tester l'opérationnalité d'un appui scientifique en situation de crise dans le domaine des remontés de nappe (Phase 1), des mouvements de terrain (effondrements, glissement) (Phase 2) et des pollutions des nappes et du sous-sol (Phase 2).• Tester la qualité de la coordination inter organismes scientifiques pouvant être sollicités pour leur expertise.





Brigade
de Sapeurs-Pompiers
de Paris



Chambre de Commerce
et d'Industrie
de Paris-Île-de-France



Conseil départemental
de l'Essonne (91)



Conseil départemental
de Seine-Saint-Denis (93)



Conseil départemental
du Val-de-Marne (94)



Centre de détention
de Melun (77)



Centre hospitalier de
Montereau-Fault-Yonne (77)



Centre hospitalier
intercommunal de Meulan
les Mureaux



Compagnie Parisienne
de Chauffage Urbain



Direction de l'Administration
Pénitentiaire

- Valider l'OPLAN CALYPSO (Plan d'opération de la BSPP en cas d'inondation majeure) et intégrer la réponse du Mécanisme Européen de Protection Civile en utilisant un poste de commandement communautaire.
- Poursuivre la montée en puissance de l'état-major opérationnel (EMO) de la BSPP sur un exercice de type cinétique lente.
- Tester l'EMO sur sa capacité à organiser l'accueil et l'emploi des unités données en renforcement mais également à travailler en mode collaboratif, avec des unités européennes, en langue anglaise. 3/ Travailler jusqu'au plus bas échelon en mode coopératif avec des renforcements nationaux et européens.

- Tester l'échange d'information et la coordination entre la cellule de crise centrale CCIR et la CCZ (montée des eaux et décrue).
- Tester le dispositif de gestion de crise CCIR en cas de crue majeure de la Seine (montée des eaux).
- Tester le dispositif de gestion de crise CCIR en phase de décrue (retour à la normale).

- Créer une culture du risque au sein de la collectivité pour toutes les directions et celles qui se sentent les plus éloignées comme celles de l'action sociale et favoriser le partage d'expérience.
- Mettre à jour les PCA des directions et le PCA général.
- Tester la chaîne d'alerte en lien avec le dispositif d'astreinte en place.

- Tester l'adaptation et le niveau de préparation du dispositif à la gestion de l'événement exceptionnel de la crue centennale.
- Affiner un scénario de crise participant à un travail collectif.
- Créer une dynamique de coopération entre les acteurs.

- Tester l'interface CD94/autres secteurs.
- Tester la capacité de la collectivité à gérer la crise.
- Mettre en pratique et tester les éléments existants du Plan de continuité d'activité de la collectivité en cours d'élaboration.

- Gestion et organisation de l'évacuation des personnes détenues vers d'autres établissements pénitentiaires.
- Organisation de la sécurité de l'établissement.
- Organisation du retour à la normale après la crue.

- Réactivité du CH face au seuil de la côte d'alerte.
- Évacuation de l'établissement.
- Mise en sécurité des infrastructures de l'établissement.

- Assurer le maintien de l'activité hospitalière et la continuité de la prise en charge en évaluant les moyens logistiques et humains nécessaires au transfert des patients
- Évaluer la capacité du site de Bécheville à recevoir une partie de l'activité du site de Meulan.
- Identifier les établissements de santé de proximité susceptibles d'assurer l'accueil des patients transférés ainsi que les interventions programmées.

- Tester les interdépendances entre concessionnaires, les relations avec les autorités et la gestion de crise de la CPCU sur plusieurs jours.
- Mise en pratique des protections contre les inondations en chaufferies.
- Mise en pratique des protections contre les inondations du réseau de chaleur.

- Planification et gestion de l'évacuation des personnes détenues du CD Melun avec le concours de la DISP Paris et DISP Dijon.
- Assurer la continuité du fonctionnement de l'établissement (garde des murs) durant la crise.
- Tester la chaîne de commandement.



Direction générale
de la sécurité civile
et de la gestion des crises



Direction de l'ordre public
et de la circulation (DOPC)



Direction Opérationnelle
des Services Techniques
et Logistiques (DOSTL)



Direction régionale
de la police judiciaire (DRPJ)



Direction de la sécurité de
proximité de l'agglomération
parisienne (DSPAP)



Direction régionale
et interdépartementale
de l'alimentation,
de l'agriculture
et de la forêt (DRIAAF)



Direction régionale
et interdépartementale
de l'environnement
et de l'énergie (DRIEE)



Direction régionale
et interdépartementale
de l'équipement
et de l'aménagement
d'Île-de-France (DRIEA)



Eau de Paris



Gouverneur militaire de Paris,
Officier général de zone
de défense et de sécurité



Établissement Public
Territorial de Bassin
Seine Grands Lacs



France Télévisions

- Mise en œuvre du mécanisme européen de protection civile.
- Engagement important des forces de sécurité civile françaises.
- Test du plan « crue de Seine ».

- Participation opérationnelle au cours des manœuvres sur le terrain.

- Participation opérationnelle au cours des manœuvres sur le terrain.

- Tester le PCA.
- Tester la chaîne de l'information.

- Tester l'évacuation des sites de police impactés en vue du transfert rapide vers d'autres sites de substitution (personnel, GAV, matériel, communication, etc.).
- Tester l'évacuation et le repli de TN Réseaux de la SDRPT.
- Tester la reconnaissance des itinéraires utilisables pour l'acheminement des secours et l'évacuation des sinistrés.

- Tester la continuité des liaisons DRIAAF - Monoprix.
- S'en tenir aux objectifs poursuivis par Monoprix lors de l'exercice.
- Tester le SIG de la DRIAAF.

- Test de certains points du PCA de la DRIEE en cours d'élaboration.
- Dans le cadre de la gestion de crise et du retour à la normale, et en réaction aux événements que joueront ces opérateurs, la DRIEE est l'interlocuteur des opérateurs du domaine de l'énergie, l'assainissement, de l'eau potable et des déchets pour la remise en services des réseaux (alimentation électrique ou gaz par exemple).
- La remise en service des réseaux et les relations avec les différents opérateurs pourront mettre en jeu des ICPE.

- Tester la coordination des transports collectifs et du transport des produits de première nécessité.

- Tester le volet inondation du PCA dans le cadre d'un exercice sur table.
- Mise en œuvre des consignes de crue au sein de l'usine de Joinville.
- Mise en œuvre d'un puits de secours à l'Albien.

- Mise en œuvre du contrat protection des armées avec déploiement de 1500 militaires + moyens 3D dans le cadre du déclenchement du plan NEPTUNE.
- Évaluation opérationnelle du système de commandement.

- Mise en œuvre de la fiche action du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes amenant à impliquer les principales collectivités territoriales concernées, notamment celles disposant de PCS.

- Tester la liaison et la chaîne d'information entre les cellules SZDS et la cellule de crise de France Télévisions.
- Tester une partie du PCA de France Télévisions, scénario « crue centennale » (Pré mobilisation, révision des consignes, évacuation siège et emprises FTV envoyés, réaffectation des moyens humains et matériels).
- Acquérir les mécanismes de gestion dans une organisation à 3 niveaux : étatiques, opérateurs et « corporate ».



Haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie



Haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère des Finances et des Comptes publics



Météo France



Musée d'Orsay



Ports de Paris



Préfecture de région Ile-de-France



Préfecture de Seine et Marne (77)



Préfecture des Yvelines (78)



Préfecture de l'Essonne (91)



Préfecture des Hauts-de-Seine (92)



Préfecture de la Seine-Saint-Denis (93)

- Éprouver le PCA de l'administration centrale et des Cabinets du MEDDE-METL.
- Valider les scénarios de desserrement des Cabinets ministériels, du centre de crise Roquelaure (CCR) et du CMVOA.

- Tester le plan de continuité d'activité des directions et services des MEF impactés par une crue de la Seine.
- Durant la préparation de l'exercice, participer aux groupes de travail en lien avec le périmètre de responsabilité des MEF, afin d'y apporter son expertise et sa connaissance des opérateurs nationaux.

- Appui technique et scientifique se concrétisant notamment par la rédaction des bulletins météorologiques de vigilance et d'alerte caractérisant la situation climatique au cours de la phase de mise en ambiance de l'exercice EU SEQUANA 2016.

- Tester la mise en place de la cellule de crise.
- Tester l'alerte et la mobilisation des personnels volontaires en vue de la sauvegarde des collections.
- Tester la mise en place des équipements du SPSI (Service prévention sécurité incendie).

- Mise à disposition temporaire des ports de Gennevilliers (92) et de Limay Porcheville (78) pour la réalisation des opérations de sécurité civile organisées durant le week end des 12 et 13 mars 2016.

- Activer et tester les plans de sécurité civile (PCA et PPCI) de la préfecture de région.

- Tester la coordination des différents acteurs de la gestion d'une crise inondation (évacuation centre détention, évacuation partielle d'un centre hospitalier avec orientation des patients).
- Tester la chaîne de commandement.
- Tester certains volets du plan inondation partiellement réalisé.

- Activer le COD en configuration «inondation» et tester son organisation.
- Tester les capacités d'analyse de l'aléa au fur et à mesure de l'évolution du scénario et évaluer l'adaptation des dispositions (coordination avec le RDI).
- Mise en application à travers deux cas concrets : évacuation cadre de l'Hôpital de Meulan et réelle d'un quartier de Croissy sur Seine.

- Tester l'organisation départementale de crise «inondations» par l'activation du COD pendant la phase de montée des eaux.
- Impliquer les communes essonniennes de la vallée de la Seine sur les volets «soutien des populations» en lien avec le COD.
- Tester le volet «ordre public - circulation».

- Organisation de gestion de crise : montée en puissance du COD 92.
- Circulation de l'information entre le COD et les autres CO ou opérateurs.
- Circulation de l'information entre le niveau communal, départemental et zonal.

- Tester la mise en œuvre du COD.
- Tester l'interface entre la préfecture, les autres services de l'Etat et les communes concernées.
- Tester le plan ORSEC.



Préfecture du Val-de-Marne (94)



Régie autonome des transports parisiens (RATP)



Région de gendarmerie d'Île-de-France



Service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne (SDIS 77)



Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines (SDIS 78)



Service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne (SDIS 91)



Service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise (SDIS 95)



Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN)



Société nationale des chemins de fer français



Syndicat des eaux d'Île-de-France (SEDIF)

- Tester le PCA de la préfecture et des sous-préfectures pour mettre en application les travaux réalisés en 2014 et 2015.
- Améliorer la circulation de l'information verticale descendante et remontante entre la Préfecture et les autres acteurs.
- Sensibiliser les acteurs à la nécessité d'améliorer leur propre résilience en leur montrant leur exposition aux enjeux.

- Test du PCA RATP (chaînes opérationnelles d'information, de décision et d'action).
- Montage de quelques protections du Plan de Protection contre le Risque Inondation de la RATP.
- Sensibilisation des personnels RATP et communication interne.

- Tester les capacités de l'EM RGIF à assurer, en situation dégradée (hors liaisons téléphoniques et Internet) des communications opérationnelles avec l'AC (COR/DGGN), les services de la PP (COZ, A4), les formations territoriales de la RGIF (GFAG, GR, GGIP, GGD, GGM) et les unités de terrain.
- Tester la capacité à mobiliser les moyens à mettre en œuvre pour une délocalisation de l'EM RGIF.
- Tester localement l'opérabilité interservices entre les forces de la GN mises à disposition de la PP et les autres acteurs de la gestion de la crise.
- Participation aux opérations réalisées sur le terrain le week-end des 12 et 13 mars 2016.

- Déploiement de personnels et de matériels sur le terrain lors des manœuvres de sécurité civile réalisées au cours du week-end des 12 et 13 mars 2016.

- Déploiement de personnels et de matériels sur le terrain lors des manœuvres de sécurité civile réalisées au cours du week-end des 12 et 13 mars 2016.

- Déploiement de personnels et de matériels sur le terrain lors des manœuvres de sécurité civile réalisées au cours du week-end des 12 et 13 mars 2016.

- Déploiement de personnels et de matériels sur le terrain lors des manœuvres de sécurité civile réalisées au cours du week-end des 12 et 13 mars 2016.

- Test du plan « crue de Seine ».

- Tester l'interdépendance avec les opérateurs de télécommunications et d'énergies, ainsi que les interactions entre réseaux RATP et SNCF.
- Tester des dispositifs de protection du plan Inondation SNCF.
- Tester la gestion d'une crise de longue durée liée aux inondations.

- Contrôler la mise en œuvre du Plan de Continuité et de Secours Crues et le manuel de gestion de crise de Veolia Eau d'IDF.
- Tester la coordination et la communication avec la Zone de défense et de sécurité, les services de l'Etat, les communes adhérentes et la population.
- Mise en œuvre d'actions de terrain sur les usines du SEDIF.



Syndicat interdépartemental
pour l'assainissement
de l'agglomération parisienne



Ville de Clichy (92)



Ville de Gennevilliers (92)



Ville de l'Île-Saint-Denis (93)



Ville de Neuilly-Plaisance (93)



Ville de Melun (77)



Ville de Paris



Voies navigables de France

- Tester les consignes opérationnelles du SIAAP en cas de crue à l'échelle de l'agglomération.
- Définir les processus d'échanges avec les acteurs institutionnels.
- Élaborer un langage commun d'échange d'informations entre opérateurs de réseaux d'assainissement et hors assainissement.

- Activation du Plan Communal de Sauvegarde.
- Gestion de la problématique de l'eau potable.
- Les impacts de l'inondation sur la vie en collectivité.

- Activer le PCA inondation pour l'évaluer et pour sensibiliser le personnel communal.
- Installer le poste de commandement communal de repli pour évaluer l'organisation projetée.
- Informer la population et le secteur économique pour initier la culture du risque et sensibiliser au retour à la normale.

- Tester l'efficacité du PCS communal, en évaluant notamment sa facilité d'utilisation ainsi que sa capacité à prévoir la coordination des différents intervenants locaux pour une gestion efficace et appropriée de la crise.
- En phase de crue, préparer la population à la montée des eaux et accompagner cette même population en période de décrue jusqu'à un complet retour à la normale.
- Simuler la vie sur un territoire totalement isolé en cas de forte crue en simulant la fermeture de tous les accès terrestres (ponts) de la commune et les conséquences d'une telle situation. Se préparer à faire face au plus haut niveau de crue.

- Tester la capacité de gestion d'une crise compte tenu des lacunes organisationnelles (absence de Plan communal de sauvegarde).
- Évaluer la réponse des services municipaux à un événement climatique d'une ampleur sans comparaison avec les inondations précédentes.
- Évaluer la coordination avec les communes voisines et la préfecture de Seine-Saint-Denis.

- Déclencher le PCS afin de tester la coordination au sein de la cellule communale de crise et avec les partenaires extérieurs et améliorer les procédures en place. Activer la convention avec l'EONG pour le transport et l'hébergement.
- Participer à l'évacuation de la Centrale de Melun afin de mieux appréhender la manœuvre en situation réelle.
- Informer la population et les commerces concernés sur le risque inondation.

- Tester la cohérence des plans de continuité d'activité des directions de la Ville.
- Améliorer la cartographie des équipements situés en zones de fragilité électrique, chauffage et en zones inondables.
- Déterminer les moyens d'hébergement d'urgence.
- Réfléchir à la communication vers les Parisiens et vers l'utilisateur d'équipement.
- Tester les liens entre la Cellule Centrale de Crise et les cellules de crise internes des directions.

- Tester le Plan de continuité des activités.
- Tester la mise en état des ouvrages après la crue.
- Tester la fiabilité des dispositifs des amarrages des bateaux stationnaires.

PARTENAIRES PRIVÉS



Allianz



Autoroutes Paris
Rhin-Rhône



AXA



BOUYGUES TELECOM



Centre européen
de prévention du risque
d'inondation (CEPRI)



Climespace



Croix Rouge Française



EDF



ERDF Île-de-France



Fédération française
des sociétés d'Assurance
Groupement
des entreprises mutuelles
d'assurance



Fédération française des
combustibles, carburants
et chauffage (FF3C)



Generali Assurances



GRDF

OBJECTIFS

- Communication en interne et auprès des clients (prévention, comportement et indemnisation).
- Test sur la gestion de crise dans le cas d'une crue majeure.
- Interconnexion avec tous les opérateurs d'infrastructures vitales.

- Activation de plans de gestions de trafic locaux et grandes mailles.
- Test des transmissions d'information entre les différents PC.
- Test de la réactivité des chaînes d'astreinte.

- Test du dispositif de gestion de crise et du PCA.
- Simulation des attentes des particuliers et des entreprises.
- Interaction avec les partenaires.

- Jouer les interfaces avec les autorités.
- Tester sur le terrain les moyens prévus.
- Jouer les interfaces avec les autres acteurs.

- Participation en tant qu'observateur expert.
- Appui technique et scientifique.
- Apport de ressources documentaire.

- Test du déploiement du plan de prévention mis en place.
- Tester la communication entre les parties prenantes ayant des objectifs différents.
- Identifier les points forts et les points faibles de l'action de la cellule de crise de Climespace.

- Objectifs en cours de détermination

- Tester les volets immobilier, SI et RH du PCA.
- Tester notre adaptabilité aux décisions des pouvoirs publics.
- Éprouver la capacité de résilience d'EDF en particulier par rapport aux opérateurs des secteurs SI et transports.

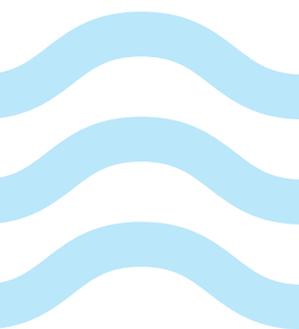
- Élaboration de la cartographie des zones de fragilité électrique en Île-de-France bâtie selon le scénario hydrologique de l'exercice EU SEQUANA 2016.

- Faciliter le retour à la normale.

- Assurer un rôle d'interface entre les zones de défense et les entreprises de distribution.

- Objectifs en cours de détermination.

- Tester le plan de sécurisation des réseaux de gaz en phase de montée des eaux pour valider les hypothèses du PCA.
- Tester le système d'appairage d'un bureau d'exploitation dans le cas où les locaux sont inondés.
- Avoir une vision des moyens de communication disponibles pour assurer l'intervention d'urgence sécurité gaz.



GRT Gaz
Région Val de Seine

- Mettre en œuvre la procédure interne de gestion du risque inondation en cas de crue de la Seine RVS_PRO_0101_C.
- Faire un état des lieux de notre dépendance vis-à-vis des autres réseaux (électricité, télécoms, transport, etc.).
- Profiter de l'événement pour faire une sensibilisation interne au risque crue via des actions de communication internes.



Institut Français
des Formateurs - Risques
Majeurs et protection
de l'Environnement
(IFFO-RME)

- Participation au plan de communication de l'exercice EU SEQUANA 2016.



Institut d'Aménagement
et d'Urbanisme (IAU)

- Fournir en phase amont de l'exercice des indicateurs d'exposition et de vulnérabilité des territoires.
- Réalisation d'un film 3D illustrant la montée des eaux sur les différents espaces territoriaux concernés par l'exercice.



Lyonnaise des Eaux

- Démontage et mise à l'abri d'équipements sensibles non protégés.
- Test du maintien de la capacité de production sur le niveau de Seine.
- Organisation et bon fonctionnement de la gestion de crise.



MONOPRIX

- Procédures de gestion de crise.
- Vérification de l'organisation globale en coordination avec la DRIAAF.
- Interactions avec les autres acteurs.



Numéricâble SFR

- Tester les procédures internes ainsi que la coordination avec les autres acteurs de la gestion de crise.
- Tester la capacité à préserver une partie des infrastructures centrales de télécommunication fixe et mobile sur Paris et l'IDF en réponse à une crue de niveau R.1.
- Travailler avec les différents partenaires et clients à la mise en place de moyens et solutions permettant d'assurer les communications dans le cadre de la continuité économique du pays.



Orange France

- Tester le « réseau parapluie » consistant à redéployer le réseau mobile pour augmenter la portée des antennes fonctionnelles afin de limiter les pertes de couverture.
- Tester le PC de crise en condition d'isolement électrique.
- Tester un PCA dans chacun des départements de l'Île-de-France concerné par l'exercice.
- Tester la mise en protection d'un site en zone inondable
- Tester le déploiement de groupes électrogènes pour alimenter les antennes relais dans les zones de fragilité électrique.
- Tester, en phase de retour à la normale, les procédures d'états des lieux par les équipes Immobilier et Assurance Orange.
- Simulation de résilience du réseau mobile



Réseau de transport
d'électricité

- Vérifier l'efficacité de l'organisation de la cellule de crise de RTE et son interface avec les autres participants.
- Mise en œuvre des dispositifs anti-crue.
- Identifier les impacts croisés avec les autres infrastructures afin de garantir la continuité des interventions.



Radio France bleu
107.1

- Tester la liaison et la chaîne d'information entre les cellules SZDS et corporate Radio France.
- Tester le PCA Radio France/France Bleu du site de Mangin.
- Tester le déploiement de la barrière anti-crue devant la Maison de la Radio.



Radio France

- Tester la liaison et la chaîne d'information entre les cellules SZDS et corporate Radio France.
- Tester le PCA Radio France/France Bleu du site de Mangin.
- Tester le déploiement de la barrière anti-crue devant la Maison de la Radio.



Syndicat intercommunal
de traitement des ordures
ménagères (SYCTOM)

- Tester les procédures internes de crise.
- Mise en application des conditions de mise hors crue des ouvrages sensibles.
- Simulation de cas avec la commune de Genevilliers.

- Tester la procédure d'organisation interne du SYCTOM (moyens humains et matériels du SYCTOM) d'une part, et organisation du traitement des déchets d'autre part.



Total

- Tester le dispositif anti pollution.



VEOLIA eau
région Île-de-France

- Tester la chaîne gestion de crise de Veolia Eau Région IDF.
- Tester la coordination et la communication avec la Zone de défense et de sécurité, les services de l'État et les autres opérateurs « Énergie » et « Télécom ».
- Identifier dans le cadre du RETEX et mettre en œuvre les améliorations nécessaires dans la gestion de crise.



VEOLIA eau
Île-de-France

- Contrôler la mise en œuvre du Plan de Continuité et de Secours Crues et le manuel de gestion de crise de Veolia Eau d'IDF.
- Tester la coordination et la communication avec la Zone de Défense et de Sécurité, les services de l'État et les autres opérateurs Énergie et Télécom.
- Mise en œuvre d'actions de terrain sur les usines du SEDIF.

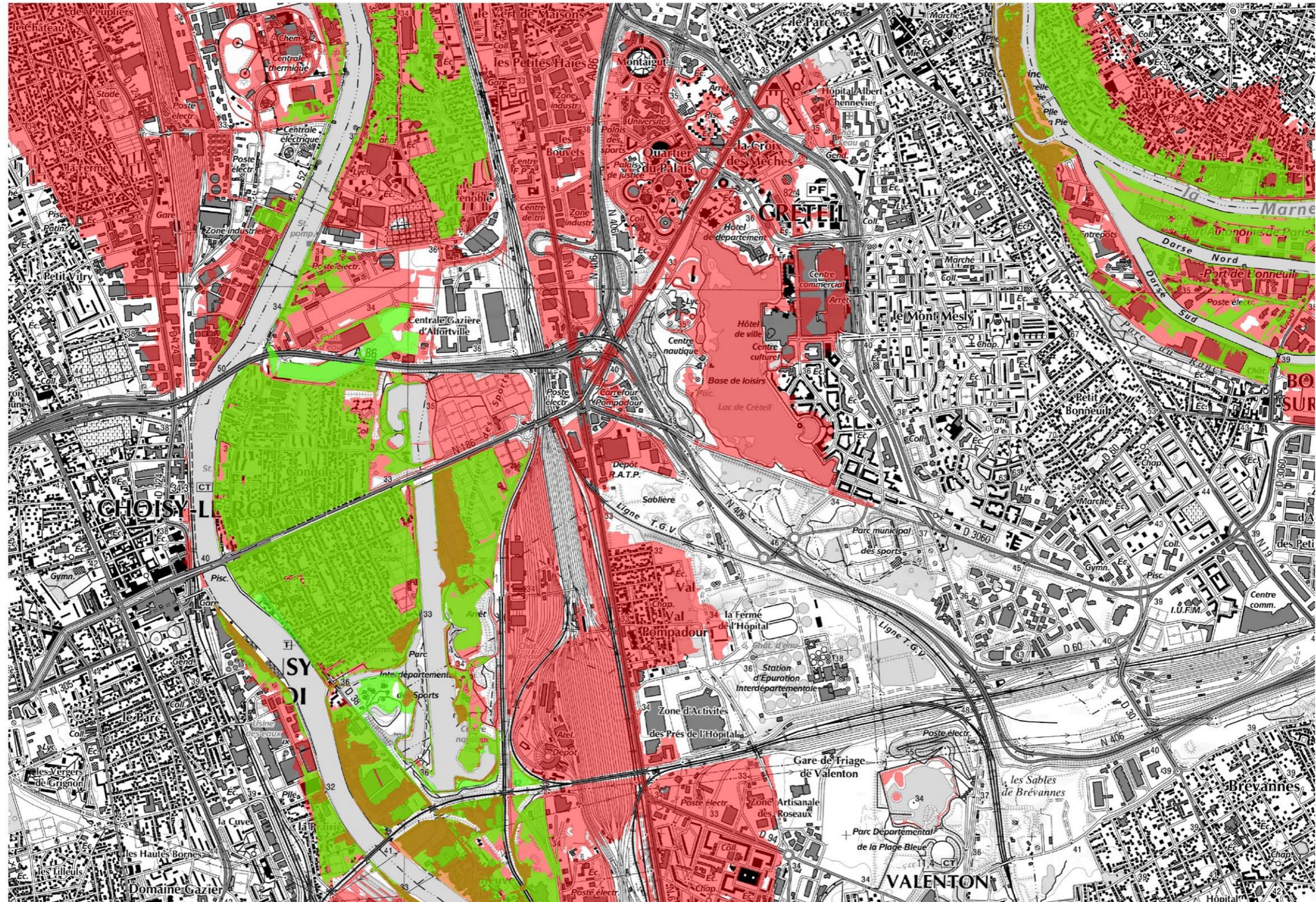


VINCI
autoroutes réseau
COFIROUTE

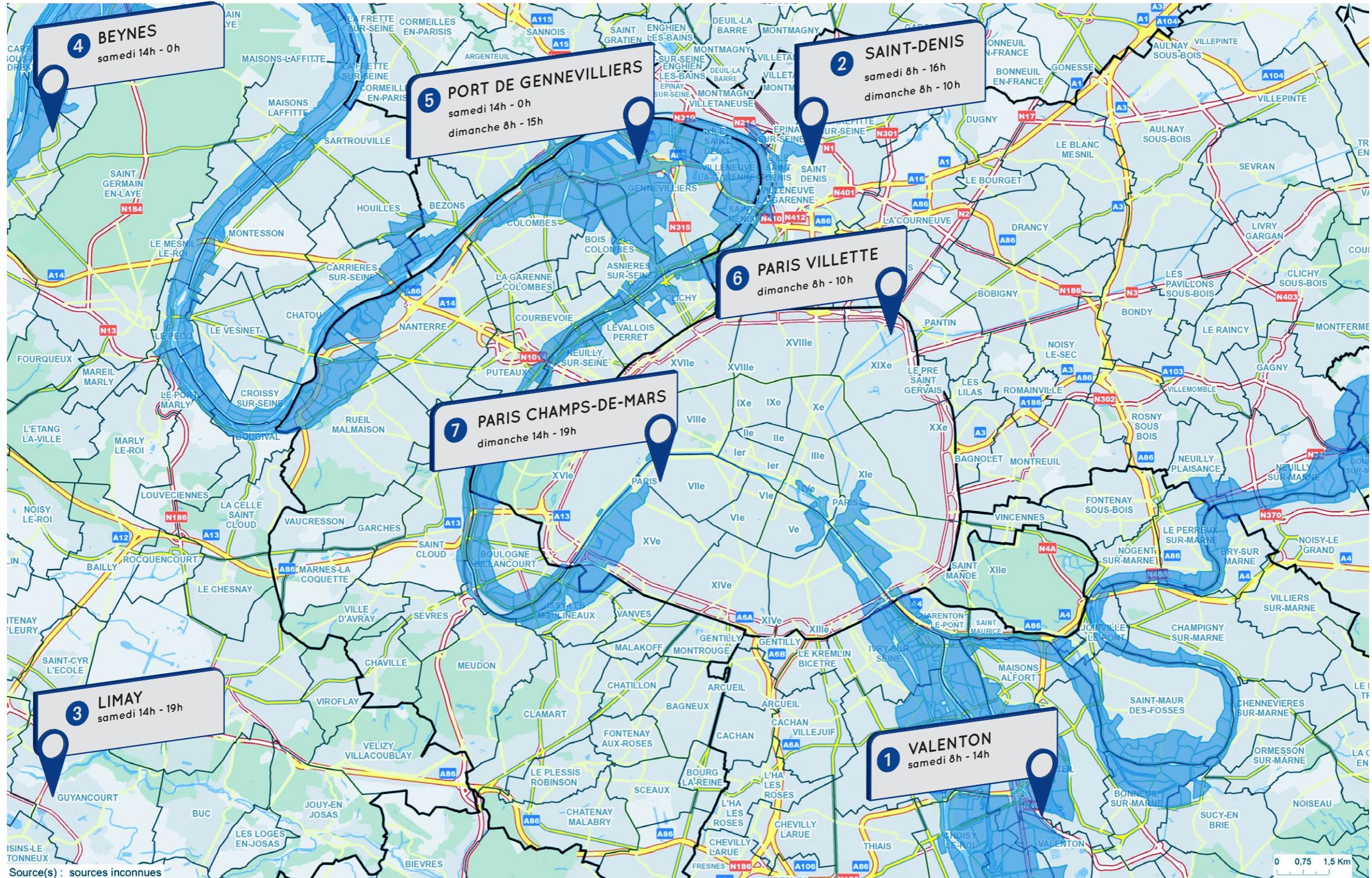
- Tester l'organisation interne en situation de crise (fermeture du duplex A86).
- Tester les interfaces avec les autorités.
- Organisation de la communication.

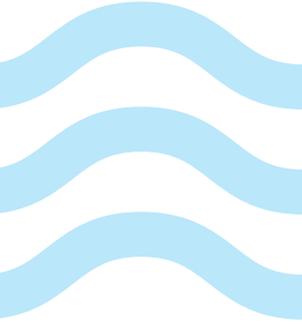


EXEMPLE DE CARTOGRAPHIE : L'INONDATION À CRÉTEIL



EU SEQUANA 2016 : LES SITES DE L'EXERCICE





L'INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE

L'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du Premier ministre. L'INHESJ existe depuis 25 ans et intervient dans les domaines de la formation, des études, de la recherche, de la veille et de l'analyse stratégique en matière de sécurité intérieure, sanitaire, environnementale et économique ainsi que dans ceux intéressant la gestion des risques et des crises et les questions juridiques.

LE DÉPARTEMENT RISQUES ET CRISES

Il dispense des formations à la gestion de crise de haut niveau destinées aux managers et décideurs publics ou privés. Ces programmes de formation sont nourris par des travaux de recherches conduits par le département et par une veille permanente sur un ensemble de thématiques liées à la crise : risques naturels, technologiques, sanitaires, NRBC-E, prise d'otage, cybercrise, communication de crise, gestion du stress, management de cellule de crise, processus de prise de décision, etc. Il conçoit également des outils méthodologiques pour les décideurs et organise des ateliers et des colloques. Le département crée et réalise ses programmes de formation et les outils adaptés aux besoins des structures. Pour ce faire, il a développé des coopérations et des partenariats avec les principaux départements ministériels et les acteurs publics et privés concernés. L'offre du département Risques et Crises intègre ainsi les différentes réflexions et orientations actuelles développées au niveau de chaque ministère et en interministériel dans le domaine de la gestion de crise, notamment la nécessité de disposer d'une approche globale. Le département dispose d'un plateau technique doté de moyens innovants et performants permettant de faire vivre aux participants des situations de crise complexes où la prise de décision est soumise à de multiples pressions.





www.prefecturedepolice.paris